SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 26 JUILLET 1889.

**Rapport de la Commission des Finances, chargée
d'examiner le Projet de Loi relevant M. Ernest
Kühstohs de la déchéance du brevet d'importa-
tion n° 62404.**

(Voir les n^{os} 107 et 168, session de 1888-1889, de la Chambre des Représentants.)

Présents : MM. le Baron DE SELYS LONGCHAMPS, Président ; CORNET,
MONTEFIORE LEVI, et le Vicomte VILAIN XIII, Rapporteur.

MESSIEURS,

L'article 22 de la loi du 24 mai 1854 sur les brevets d'invention porte :

Le brevet sera nul de plein droit en cas de non-acquiescement dans le mois de l'échéance de la date fixée à l'article 3. Cette nullité sera rendue publique par la voie du *Moniteur*.

Quelques membres de votre Commission pensent, que la loi susmentionnée doit être appliquée dans toute sa rigueur et le réclamant rester déchu de ses droits de brevet.

Sans mettre en doute la bonne foi de l'auteur du brevet, victime de la négligence d'un employé infidèle, ils estiment que le délai d'un mois inséré dans la loi belge pour s'assurer du versement prescrit, donne toutes les facilités désirables pour s'informer, si le paiement de la taxe a été effectué en temps utile.

Que, dès lors, la négligence de l'impétrant, leur semble inexcusable, et qu'enfin le vote du Projet de Loi expose la Législature à des réclamations nombreuses, plus délicates à trancher, et de nature à entraver nos travaux. D'autres membres sont d'avis que les dangers signalés ne sont pas à craindre, et qu'il y a lieu de se départir dans l'occurrence, de l'application stricte de l'article 22 susmentionné.

Les premières considérations motivent le vote défavorable émis par deux membres de votre Commission ; les secondes, le vote favorable du troisième membre, et leur ensemble, l'abstention de votre rapporteur.

En conséquence, la Commission a l'honneur, Messieurs, de vous proposer le rejet du Projet de Loi soumis à vos délibérations.

Le Rapporteur,
Vicomte VILAIN XIII.

Le Président,
Baron EDM. DE SELYS LONGCHAMPS.